

Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent

Rapport annuel 2011-2012



Chers amis des Grands Lacs et du Saint-Laurent –

Au cours de la dernière année, j'ai eu le grand plaisir d'agir en tant que président de l'Alliance. Durant cette période, plusieurs initiatives ont été mises de l'avant pour améliorer la qualité des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.

Les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis s'apprêtent à signer l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs, et le gouvernement de l'Ontario a récemment présenté un projet de loi sur la protection des Grands Lacs. Ce sont deux pas dans la bonne direction pour l'atteinte de nos objectifs communs de protection et de conservation des Grands Lacs. Les gouvernements du Canada et du Québec ont également pris des engagements financiers significatifs en faveur du Saint-Laurent.

L'Alliance a joué un rôle important, afin de permettre aux voix municipales de se faire entendre partout autour du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, sur des sujets aussi variés que la réglementation des eaux de ballast, le contrôle de la carpe asiatique et l'exploration des gaz de schiste. Le temps que j'ai passé à travailler sur ces dossiers avec mes collègues de la région a été couronné de succès.

Je suis très fier du travail effectué par l'Alliance afin de favoriser l'adoption de meilleures pratiques et de continuer à exercer un leadership dans le domaine de la gestion des eaux, grâce à notre programme Ville VERDD. Je me réjouis d'avance de continuer à identifier d'autres initiatives que notre organisation pourra mettre de l'avant au cours des prochaines années.

Bien à vous,

Brian McMullan
Maire de St. Catharines (Ontario)
Président, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, 2011-2012



RÉTABLISSMENT DES FRONTIÈRES NATURELLES

La carpe asiatique représente une des menaces les plus importantes auxquelles font face les Grands Lacs et le Saint-Laurent, et l'Alliance joue un rôle majeur dans la recherche de solutions à ce problème. L'endroit où cette carpe envahissante risque le plus de s'introduire dans le Lac Michigan se situe du côté du *Chicago Area Waterway System*, une série de canaux, rivières et chenaux de plus de 200 kilomètres, créé au fil des ans pour permettre le passage des barges et l'évacuation des eaux usées. Pour plusieurs, la seule façon d'éviter que la carpe entre dans les lacs est de construire des barrières physiques dans la voie d'eau et, essentiellement, de rétablir la frontière naturelle qui existait avant 1900 entre les bassins des Grands Lacs et du Mississippi.

Un groupe de six fondations privées a offert un financement de 2 millions de dollars à l'Alliance et à la Commission des Grands Lacs (CGL), afin de mener à bien une étude visant à établir la faisabilité d'une séparation physique permettant de bloquer les espèces envahissantes tout en maintenant ou en améliorant la qualité de l'eau, le contrôle des inondations et le transport. Le 31 janvier 2012, l'Alliance et la CGL ont publié le rapport final, lequel présente trois options de séparation viables, à des coûts se situant entre 4,25 et 9,5 milliards de dollars, ce qui est conforme aux coûts de projets de cette envergure. Une grande majorité des investissements visent les aspects du projet liés à la qualité de l'eau, au contrôle des inondations et au transport. Le rapport a reçu une vaste couverture médiatique, tant dans le bassin des Grands Lacs qu'à Washington D.C.

Les prochaines étapes importantes consistent à informer les leaders d'opinion et le grand public de l'importance de procéder à une séparation physique, à continuer à préciser les aspects techniques et économiques du projet, et à poursuivre le dialogue avec les parties intéressées. Les maires Emanuel de Chicago et Heartwell de Grand Rapids (Michigan) font partie du comité exécutif du projet, ainsi que le gouverneur Quinn de l'Illinois, et le gouverneur Kasich de l'Ohio. Dave Ullrich, Directeur exécutif de l'Alliance, est à la tête du projet avec Tim Eder de la CGL. L'Alliance et la CGL ont obtenu un financement additionnel de 325 000\$ pour les travaux à venir.



EAUX DE BALLAST

La gestion des eaux de ballast s'est retrouvée au cœur des nouvelles environnementales tout au long de la dernière année en particulier dans la région des Grands Lacs. Depuis plusieurs années, l'Alliance participe aux discussions entourant cette question de première importance et fait la promotion de normes qui sont réalisables, uniformes et capable de protéger l'ensemble du Saint-Laurent et des Grands Lacs.

L'Alliance est intervenue à plusieurs reprises, en commentant un rapport soumis à l'*Environmental Protection Agency* (EPA) et par diverses rencontres et discussions avec le gouvernement fédéral canadien, le gouvernement du Québec, l'État de New York, les groupes environnementaux et des représentants de l'industrie maritime.

Au cours des derniers mois, l'EPA et la Garde côtière américaine ont annoncé l'entrée en vigueur prochaine de nouvelles normes qui s'alignent sur les normes internationales mises en place par l'Organisation maritime internationale (OMI). Bien que des discussions se poursuivent entre certains États, l'EPA et la Garde côtière américaine, en particulier en ce qui a trait au calendrier de mise en œuvre des nouvelles normes et à l'approbation des systèmes de traitement des eaux de ballast, tout semble indiquer que le résultat final répondra aux préoccupations d'origine de l'Alliance, à savoir que les nouvelles normes offriront un niveau de protection adéquat, qu'elles seront uniformes et réalisables sur le plan technique.

ACCORD RELATIF À LA QUALITÉ DE L'EAU DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

Au cours des dernières années, les gouvernements du Canada et des États-Unis ont travaillé à une renégociation des termes de l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Les parties se sont entendues sur un projet final au début de l'année 2012 et une fois la révision légale, la traduction et la signature de l'accord effectuées, l'Accord devrait entrer en vigueur d'ici la fin de l'année 2012. L'Alliance avait été invitée à participer au Comité consultatif d'Environnement Canada sur l'Accord, ce qui avait permis des échanges et des recommandations confidentielles, tout au long des négociations.

GAZ DE SCHISTE

L'Alliance continue à surveiller l'évolution du dossier des gaz de schiste dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. L'Alliance a soumis des commentaires au *Department of Environmental Conservation* de l'État de New York (NYS DEC) sur l'avant-projet révisé de son étude d'impact (*Supplemental Generic Environmental Impact Statement* ou dSGEIS) et ses propositions de réglementation en matière d'exploitation des gaz de schiste. Les commentaires invitent le NYS DEC à revoir les exceptions fédérales relatives aux puits de gaz et de pétrole et à leurs rejets, à assurer une plus grande protection des aquifères, de considérer les résultats d'évaluations en cours par l'EPA et à retirer les exceptions accordées aux rejets de gaz de schiste afin de les considérer légalement comme des déchets dangereux. L'Alliance va continuer à suivre les nouveaux développements dans l'industrie des gaz de schiste dans d'autres États et provinces, y compris l'évaluation environnementale stratégique (EES) actuellement en cours au Québec.

UN GRAND MERCI...

*L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent remercie toutes ses communautés membres et tous ceux qui contribuent à son financement pour leur engagement en faveur de la restauration et de la protection des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Un merci particulier à la **Joyce Foundation** pour le soutien qu'elle offre à l'Alliance et à ses projets.*

PLAN D'ACTION SAINT-LAURENT CANADA—QUÉBEC

Les gouvernements du Québec et du Canada ont annoncé le *Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026*, un engagement de 15 ans en faveur de la protection du fleuve qui comprend un investissement conjoint de 70 millions de dollars sur cinq ans. En tant que partenaire reconnu, l'Alliance vise à faire entendre une voix municipale forte relativement à la mise en œuvre du Plan Saint-Laurent, y compris la participation potentielle aux tables rondes régionales (TRRs) et aux comités associés, à renforcer la sensibilisation et la participation des membres et à aider à définir les orientations du Plan Saint-Laurent vis-à-vis des actions et initiatives locales et municipales, notamment les fonds visant la mobilisation des communautés.

En partenariat avec les ministères responsables au sein des gouvernements canadien et québécois, l'Alliance a organisé un séminaire web à l'intention de ses membres, afin d'expliquer le plan et sa gestion intégrée. De plus, les représentants québécois de l'Alliance ont participé au premier Forum du Plan d'action Saint-Laurent à Québec, une occasion de rencontrer et d'échanger avec des représentants des gouvernements et d'autres parties concernées.



RENCONTRE RÉGIONALE DE L'ONTARIO

Le 9 mars, le ministre de l'Environnement de l'Ontario, l'honorable Jim Bradley, a rencontré des maires membres lors d'une rencontre régionale de l'Ontario organisée par l'Alliance et entendu de vive voix leurs priorités relatives aux Grands Lacs. La présence du ministre faisait partie d'une série de consultations municipales, en vue du projet de loi annoncé sur la protection des Grands Lacs. Toujours lors de cette rencontre régionale, les membres ont discuté de certaines questions les plus pressantes pour les Grands Lacs d'un point de vue municipal, y compris la question de la gestion des eaux de ruissellement rurales.



PROGRAMME VILLES VERDD

L'Alliance a procédé avec succès au lancement de son rapport binational sur les pratiques de gestion des eaux de ruissellement, « Gestion des eaux de ruissellement dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent : des villes qui tracent la voie vers l'avenir », lors de son assemblée annuelle 2011 à Niagara Falls (Ontario). Le rapport se basait sur un sondage détaillé de ses membres canadiens et états-uniens visant à comparer les diverses approches de gestion des eaux de ruissellement. Le rapport a été mentionné dans plusieurs publications, notamment *Stormwater Solutions Magazine*, *URBA*, le bulletin de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), allant même jusqu'à faire la une de *Municipal World*, le principal magazine d'affaires municipales au Canada. Plusieurs séminaires web ont été organisés à l'intention des membres afin de favoriser les meilleures pratiques en gestion des eaux de ruissellement.

Lors de son assemblée de décembre 2011, le conseil d'administration de l'Alliance a demandé à l'équipe de définir des principes et de préparer un rapport sur la gestion durable des eaux municipales (GDEM). Un comité consultatif composé de fonctionnaires municipaux a travaillé tout au long de l'hiver et du printemps afin de définir les principes de la GDEM. Un rapport présentant les principes de la GDEM et un mode de reddition de comptes permettant de présenter les progrès réalisés sera dévoilé lors de l'assemblée annuelle et du congrès de l'Alliance à Québec en juin 2012.



ASSEMBLÉE ANNUELLE ET CONGRÈS—RÉGION DE NIAGARA

La 8^e assemblée annuelle de l'Alliance a eu lieu à Niagara Falls (Ontario), sous l'égide du président Gary Burroughs et de la région de Niagara. L'assemblée des membres a donné notamment lieu à l'adoption de résolutions concernant la gestion des eaux de ruissellement, la promotion du transport sécuritaire sur les lacs et rivières et un soutien continu aux efforts visant à freiner les menaces liées aux espèces envahissantes, notamment la carpe asiatique. Le programme *Villes VERDD* a dévoilé son rapport sur la gestion des eaux de ruissellement dans les bassins des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Les efforts des villes de Milwaukee (Wisconsin), de Trois-Rivières et de Montréal en matière de gestion des eaux de ruissellement ont également été soulignés. La ville de Sheboygan, (Wisconsin), a reçu la bourse *Wege Small Cities Sustainability* pour son usine de traitement des eaux usées à haute efficacité énergétique. Les efforts des villes de Toronto et de Blue Mountains (Ontario) en matière de conservation de l'eau ont également été soulignés.

NOUVEAUX MEMBRES

Au cours de la dernière année, de nouveaux membres de l'Ontario, du Québec et des États-Unis se sont joints à l'Alliance. Bienvenue à tous les nouveaux membres, notamment :

- M. Neil Ellis, maire de Belleville, Ontario
- Mme Karen Freeman-Wilson, maire de Gary, Indiana
- M. Thomas McDermott, maire de Hammond, Indiana
- M. Bernie MacLellan, président du conseil de comté, Huron County, Ontario
- M. Steve Arnold, président du conseil de comté, Lambton County, Ontario
- M. Gary Starr, maire, Middleburg Heights, Ohio
- M. John Henry, maire, Oshawa, Ontario
- M. Alexandre Bélisle, maire, Verchères, Québec
- Mme April Jeffs, maire, Wainfleet, Ontario



20 North Wacker Drive

Bureau 2700

Chicago, Illinois 60606

www.glslcities.org/fr

312 201-4516